



**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, De l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise
5, rue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 09/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



URSOVAL

ZAC de la Butte aux Bergers

95380 LOUVRES

Références : UD95 – 2022 – 0123 - ML

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2022 dans l'établissement URSOVAL implanté à LOUVRES. L'inspection a été annoncée le 13/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URSOVAL
- ZAC de la Butte aux Bergers - 95380 LOUVRES
- Code AIOT dans GUN : 0006520827
- Régime : A

La société URSOVAL est bailleur et exploitant, au sens de la réglementation ICPE, d'un entrepôt situé sur la commune de Louvres mise en service en janvier 2021. Cet entrepôt est composé de 4 cellules réparties sur deux locataires. L'entrepôt comprend deux zones de bureaux et une zone de locaux sociaux.

La société BA&SH Logistique occupe la cellule A au sud de l'entrepôt et une zone de bureaux. La société gère la logistique pour la société de vente de vêtements BA&SH.

La société SeD Logistique occupe les cellules B, C et D, la seconde zone de bureaux et les locaux sociaux. Elle gère actuellement des activités de logistique dans le milieu hospitalier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Configuration des cellules
- État des matières stockées
- Contrôle des accès et accessibilité du site aux services de secours
- Moyens de défense contre l'incendie
- Plan de défense contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 4.2.7	/	Lettre de suite préfectorale
Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 4.2.3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Configuration des cellules	Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 4.1.1	/	
État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	/	
Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25	/	
Accessibilité aux secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1	/	
Plan des locaux	Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 3.1.4	/	
Défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 4.2.5	/	
Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 4.2.4	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, les constats réalisés n'ont pas conduit à formuler de non-conformité à l'exception de l'absence de réalisation d'un exercice de plan de défense incendie et d'essais simultanés sur des poteaux incendie. Il convient que l'exploitant mette en place cet exercice et ces essais simultanés.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Configuration des cellules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 4.1.1

Prescription contrôlée :

Le bâtiment est composé de 4 cellules de stockage, réparties dans la configuration suivante :



Le bâtiment est composé de 4 cellules de stockage, tel que représenté au Porter à Connaissance (2 cellules de 12 000 m² et 2 cellules de 6 000 m²). Les murs séparatifs entre chaque cellule sont REI120. Le mur extérieur au Sud de la cellule 1 est REI240. Les façades Est et Nord sont REI120.

La cellule A pourra accueillir une mezzanine. Cette mezzanine sera constituée de deux niveaux supplémentaires d'environ 3 000 m² dédiés au stockage de textile sur cintre. [...]

Les murs séparatifs entre chaque cellule sont REI 120.

Le mur extérieur au sud de la cellule A (représentée en annexe) est de type REI 240.

Le mur extérieur au nord de la cellule D (représentée en annexe) est de type REI 120.

Les locaux de charge de batteries ainsi que la chaufferie sont séparés de l'entrepôt par des murs coupe-feu 2 h.

Les systèmes d'ouverture sur ces façades sont cohérents avec leur caractéristique REI, notamment en ce qui concerne les ouvertures sur la façade sud qui doivent être cohérents avec le mur de type REI 240.

Constats : Afin de répondre à cette prescription, l'exploitant a présenté le plan issu du Dossier des ouvrages exécutés (DOE) daté du 12 octobre 2020 qui indique les propriétés coupe feu des murs.

L'exploitant a présenté également les procès-verbaux de la société EFFECTIS qui confirme la capacité coupe-feu du type de mur construit et des matériaux employés dans l'ouvrage.

Concernant les portes coupe-feu, l'inspection a vu entre les cellules la présence de portes coupe-feu coulissantes à déclenchement automatique (vu entre la cellule C et la cellule B). L'exploitant a présenté par courriel du 08/02/2022 un procès verbal montrant la capacité coupe-feu 2h des portes coulissantes installées (modèle de porte C112).

Pour la façade Sud du bâtiment, une porte de secours est présente. Elle est constituée d'un sas avec deux portes coupe-feu de 2h chacune. L'exploitant a présenté par courriel du 08/02/2022 un procès verbal montrant la capacité coupe-feu 2h du bloc porte installé (bloc porte F-MAX 120.2).

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.
Constats : Lors de la visite, les locataires ont détaillé les dispositifs de réalisation des inventaires dont ils disposent. Les deux locataires disposent de système WMS (Warehouse Management System - Système de Gestion d'Entrepôt) permettant de déterminer la quantité de produits présents en stock dans l'entrepôt. Les stocks sont séparés en catégories. Les deux exploitants ont indiqué faire des inventaires physiques (SED dans le cadre des inventaires comptables de ses clients, BA&SH réalisent des inventaires tournants par poste (chaque poste est vu deux fois par an)). Le stock actuel de BA&SH est de 47 620 m ³ et le stock de SED est de 86 852 m ³ . Les deux locataires ont précisé que les données sont disponibles à l'extérieur de l'entrepôt, les données de leur WMS n'étant pas dans un serveur dans l'entrepôt.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.
Constats : Le site dispose de deux portails, un par locataire. Le site dispose de barrières levantes en journée qui s'ouvrent avec un système de badge et d'interphone. Le système par badge est en cours d'implantation pour la société BA&SH. Le locataire prévoit d'implanter ce dispositif d'ici 2 mois. Par ailleurs, les portes des accès aux cellules sont toutes fermées. De nuit, le site est surveillé par vidéosurveillance (charge revenant aux locataires). Le report des alarmes incendie est en revanche géré par le bailleur. Le contrat de télésurveillance a été présenté par l'exploitant (contrat avec la société SMS (n°FW1.170620V1) qui inclut la levée de doute).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Accessibilité aux secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1
Prescription contrôlée : [...] L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.
Constats : Le site dispose d'une "salle de crise" avec les moyens pour accéder aux cellules et le plan de défense incendie. Les portails sont déblocables avec une clé pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 3.1.4
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : [...] - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie (vanne d'isolation des réseaux notamment) ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; - l'inventaire des produits stockés mentionné à l'article 3.1.3 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant dispose d'un PDI en salle de crise et du DOE du site en double exemplaire. Les données sur l'état des stocks peuvent être mises à dispositions par les locataires grâce au logiciel de gestion d'entrepôt dont ils disposent. Le PDI précise notamment le schéma d'alerte et d'accueil des secours.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 4.2.5
Prescription contrôlée : L'établissement est équipé des moyens suivants : Sprinklage : L'ensemble de l'entrepôt est couvert par un système d'extinction automatique d'incendie et adapté aux produits et au mode d'entreposage. Le système est conçu, installé et entretenu régulièrement, conformément aux référentiels reconnus. [...] Robinets d'incendie armés (RIA) : Les RIA doivent être situés à proximité des issues et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel et accessibles à tout moment. Extincteurs : Les extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures de stockage et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : Le site dispose d'un réseau de sprinklage. L'exploitant a présenté lors de l'inspection un rapport de la société SC Engineering daté du 1 décembre 2020 concluant que : <ul style="list-style-type: none">- l'installation de la pompe incendie répond aux exigences de NFPA 20, Edition 2019- la protection sprinkler dans les cellules A, B, C et D répond aux exigences de NFPA 13 (Standard for the Installation of Sprinkler Systems)- la protection a été conçue selon la norme NFPA 13 pour la protection des marchandises classées NFPA Classes I à IV en racks ou palettisées, et pour les plastiques non expansés cartonnés stockés en racks ouverts, empilés ou palettisés.- la protection incendie sous les mezzanines de la cellule A a été conçue selon la norme FM Global 8.18 pour la protection des vêtements sur cintres. <p>Le réseau de sprinklage a été conçu conformément à un référentiel reconnu.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'extincteurs et de RIA. En contrôle par sondage, l'extincteur vu sur SED a été contrôlé en septembre 2021, l'extincteur vu sur la cellule de BA&SH a été contrôlé en janvier 2022.</p> <p>Les RIA ont été contrôlés en janvier 2021. L'exploitant a indiqué que le prochain contrôle des RIA est prévu pour début mars 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Poteaux incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 4.2.3
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit minimum des besoins en eau d'incendie est fixé à 540 m³/h pendant 2 heures. Pour atteindre ce débit, l'exploitant installe plusieurs réserves d'eau sur le site, de manière à ne pas impacter toute la capacité en cas de feu de cellule la plus proche. Une aire de pompage par tranche de 120 m³ est installée sur chacune des réserves.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, la mise en œuvre des besoins en eau incendie ainsi que les résultats des essais de débit avec 2, 3 et 4 poteaux incendies en simultané, font l'objet d'une validation avec les services d'incendie et de secours. Cette validation sera transmise aux services d'inspection.</p> <p>L'alimentation du réseau du système d'extinction automatique se fait par une cuve exclusivement réservée à cet usage d'une capacité de 600 m³.</p>
<p>Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté que le site dispose de deux réserves d'eau incendie de 360 m³ chacune pour les besoins en eau incendie.</p> <p>Le volume de la cuve du réseau de sprinklage n'a pas été vérifié. Toutefois, le rapport de conformité du réseau de sprinklage indique que : "La protection sprinkler est alimentée par une pompe incendie d'une capacité d'environ 567 m³/h à 9.1 bars aspirant dans une cuve d'environ 1 003 m³."</p> <p>Par courriel du 17 février 2022, l'exploitant a transmis le PV des tests individuels des poteaux incendie. Les poteaux fournissent bien tous plus de 60 m³/h individuellement à plus de 1 bar de pression.</p> <p>En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les résultats des essais de débit avec 2, 3 et 4 poteaux incendies en simultané.</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'un essai sur 4 poteaux incendie avait été réalisé. Toutefois, il y a eu une erreur lors de la réalisation des essais, le prestataire a réalisé les essais avec des débitmètres DN100, or les poteaux sont en DN150. L'exploitant a indiqué que de nouveaux essais sont prévus.</p> <p>Non-conformité n°1 : Contrairement aux dispositions de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2020, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des résultats d'essais de débit avec 2, 3 et 4 poteaux incendies en simultané.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le SDIS s'est rendu sur l'entrepôt à sa réception à fin 2020.</p>
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 4.2.4
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un volume minimum de 2 352 m ³ pour le confinement des pollutions accidentelles. Ce volume est assuré par les deux bassins de rétentions prévus au dossier à l'appui de sa demande d'autorisation. [...] Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés, asservis à la détection incendie, et actionnables en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant dispose sur le site de 2 bassins, un de 4220 m ³ et un de 153 m ³ (volume calculé avec un relevé de géomètre). Le bassin de 4220 m ³ recueille les eaux ruisselant sur les quais, ainsi que les eaux d'extinction. Les deux bassins disposent de vannes de sectionnement. Les bornes de déclenchement de la vanne de sectionnement sont suffisamment claires pour être facilement utilisées en situation accidentelle. L'aspect asservissement à la détection incendie n'a pas été contrôlé lors de l'inspection. Dans le PDI, dans la fiche du responsable de sécurité, une des missions identifiée est de <i>"s'informer de la fermeture effective de la vanne martelière des bassins de rétentions ou le cas échéant la fait fermer"</i> .
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2020, article 4.2.7
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un Plan de Défense Incendie (PDI) sur la base des scénarii d'incendie d'une cellule. Ce PDI est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services d'incendie et de secours. [...] ----- Article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie daté du 26/08/2021. Ce PDI comprend : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alerte en période ouverte et fermée- la procédure d'évacuation- le recensement des moyens d'extinction- les plans du site- la localisation des murs coupe-feu et la répartition des cellules; Ce plan de défense incendie nécessite d'être mis en œuvre afin d'identifier si les acteurs identifiés sont pertinents et si les procédures pertinentes sont présentes.
Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas réalisé d'exercice de défense contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale